



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2014

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	13
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	16



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2014

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 23 juillet 2014
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thormann



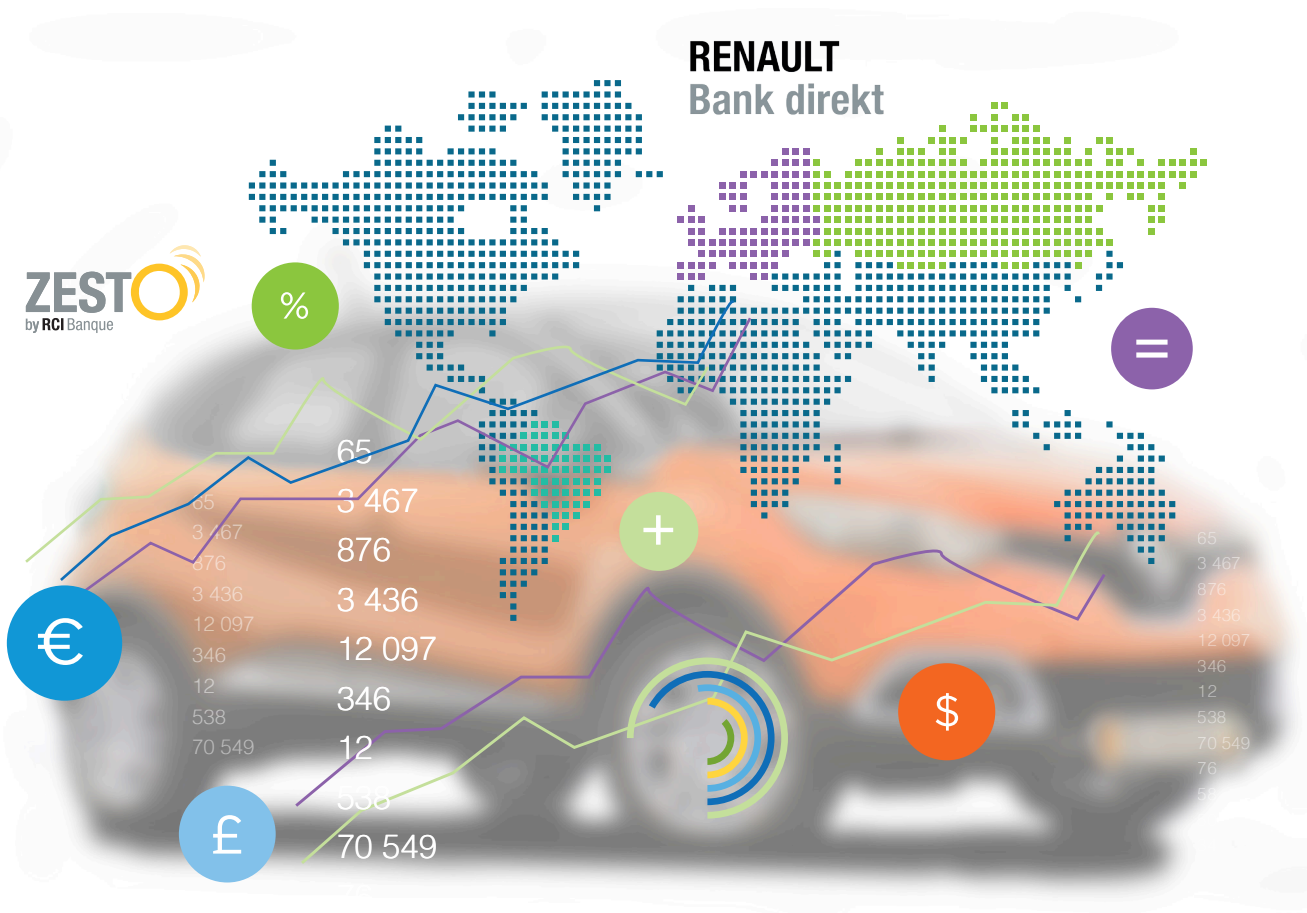
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 juin 2014

RCI Banque

groupe RENAULT

ACTIVITÉS & RÉSULTATS
1^{er} SEMESTRE 2014





RCI EN BREF



En tant que financière des marques de l'Alliance, RCI Banque poursuit son internationalisation en accompagnant pleinement le développement commercial de Renault, Renault Samsung Motors (RSM), Dacia, Nissan et Infiniti.

Le groupe RCI Banque déploie ses activités dans 36 pays :

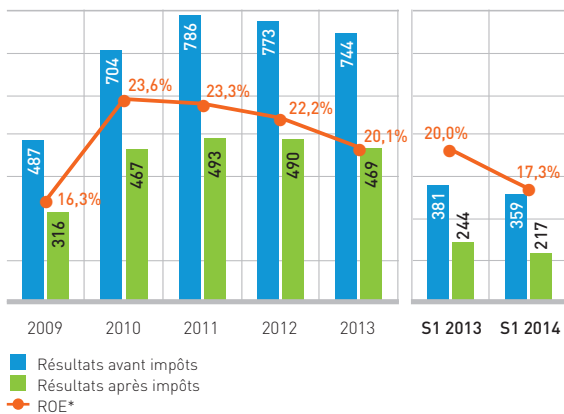
- **Europe** : France, Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse ;
- **Amériques** : Argentine, Brésil, Colombie ;
- **Euromed-Afrique** : Algérie, Bulgarie, Maroc, Roumanie, Turquie ;
- **Eurasie** : Russie, Ukraine ;
- **Asie-Pacifique** : Corée du Sud.

Le groupe RCI Banque, au sein de l'Alliance, a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et de services :

- **à la Clientèle (grand public et entreprises)** à laquelle le groupe RCI Banque propose des crédits de véhicules neufs et d'occasion, de la location avec option d'achat, du crédit-bail, de la location longue durée ainsi que des services associés : assurances, entretien, extension de garantie, assistances, gestion de flottes et cartes de crédit ;
- **aux Réseaux des marques** dont le groupe RCI Banque finance les stocks de véhicules neufs et d'occasion, les pièces de rechange, ainsi que les besoins de trésorerie à court terme ;
- enfin, **la collecte de dépôts**, désormais déployée dans trois pays européens, la France, l'Allemagne et maintenant l'Autriche depuis mai 2014. Cette activité constitue un levier majeur du refinancement de RCI Banque : elle a atteint 5,1 Md€ au 30 Juin 2014, soit plus de 20% de l'encours productif moyen (EPM) du groupe.

Résultats

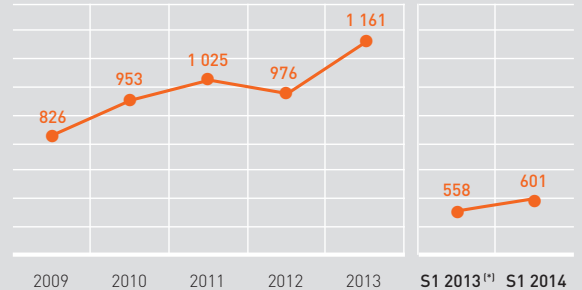
(en millions d'euros)



* ROE : Return On Equity (hors éléments non récurrents).

Nombre total de dossiers véhicules

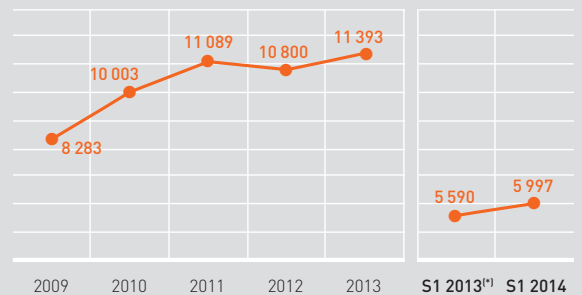
(en milliers)



(*) Retraité de l'entrée de la Russie et de la Turquie dans le périmètre de consolidation sur le second semestre 2013, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

Nouveaux financements

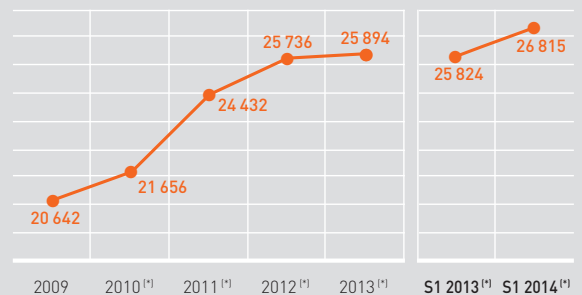
hors prêts personnels et cartes de crédit (en millions d'euros)



(*) Retraité de l'entrée de la Russie et de la Turquie dans le périmètre de consolidation sur le second semestre 2013, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

Encours net à fin

(en millions d'euros)



(*) hors activité de location opérationnelle.



ACTIVITÉ COMMERCIALE AU 1^{ER} SEMESTRE 2014

RCI Banque confirme sa dynamique de croissance rentable en renforçant l'accompagnement commercial de toutes les marques de l'Alliance (près de 601 000 dossiers de financements, +7,6% par rapport au premier semestre 2013).

Dans un marché automobile mondial en hausse de 3,8%, marqué par le rebond de l'Europe (+6,5%) qui compense la baisse des principaux pays émergents, RCI Banque a de nouveau bénéficié du dynamisme des marques de l'Alliance. Le nombre de dossiers de financements progresse ainsi de 7,6% par rapport au premier semestre 2013, à 600 563 dossiers. Cette performance élevée est obtenue grâce à un taux d'intervention financements qui se maintient à un haut niveau (33,4%) et par la poursuite du développement international, notamment en Russie où le taux d'intervention financements progresse de 5,1 points à 28,3%. Les nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) s'élèvent à 6,0Md€ (+7,3% par rapport au 30 juin 2013).

Les services, au centre de la stratégie du groupe, connaissent également une forte croissance (+31,9%) avec un taux d'intervention services de 68,1% contre 56,5% au premier semestre 2013.

Malgré un effet de change défavorable sur la région Amériques, l'EPM progresse de 3,3% à 24,8 Md€, dont 18,1Md€ (+2,9%) sur l'activité Clientèle et 6,7Md€ (+4,3%) sur l'activité de financement des Réseaux. Par ailleurs, RCI Banque accélère le développement de son activité de collecte d'épargne, initialement déployée en France en 2012 puis en Allemagne en 2013 et à présent en Autriche. Le montant d'épargne collectée a ainsi doublé par rapport à juin 2013 et représente 5,1Md€, soit plus de 20% de l'EPM.

Marché VP+PVU ⁽¹⁾		PART DE MARCHÉ		TAUX D'INTERVENTION FINANCEMENTS RCI Banque (%)	NOUVEAUX DOSSIERS VÉHICULES (milliers)	NOUVEAUX FINANCEMENTS Hors cartes et PP (M€)	ENCOURS NET À FIN (M€)	dont ENCOURS CLIENTÈLE NET À FIN (M€)	dont ENCOURS RÉSEAUX NET À FIN (M€)
		marques du Groupe RENAULT (%)	marques du Groupe NISSAN (%)						
Europe	S1 2014	10,4%	3,4%	33,4%	418	4 862	22 466	15 865	6 601
	S1 2013	9,4%	3,4%	34,4%	383	4 420	21 336	14 810	6 526
dont Allemagne	S1 2014	5,4%	2,1%	44,0%	70	929	3 911	2 895	1 016
	S1 2013	5,1%	1,8%	35,3%	52	651	3 844	2 730	1 114
dont Espagne	S1 2014	12,2%	4,3%	39,0%	37	392	1 845	1 382	463
	S1 2013	10,8%	4,9%	46,6%	37	382	1 701	1 250	451
dont France	S1 2014	27,3%	3,6%	33,1%	155	1 816	9 465	6 427	3 038
	S1 2013	24,9%	3,6%	34,7%	148	1 787	9 150	6 331	2 819
dont Italie	S1 2014	8,5%	3,5%	44,5%	47	601	2 348	1 844	504
	S1 2013	7,0%	3,7%	49,4%	46	606	2 273	1 741	532
dont Royaume-Uni	S1 2014	3,8%	5,3%	26,4%	46	600	2 592	1 979	613
	S1 2013	2,5%	5,2%	29,1%	42	516	2 113	1 521	592
dont autres pays	S1 2014	9,9%	2,6%	25,0%	63	525	2 306	1 339	967
	S1 2013	9,2%	2,7%	25,3%	58	478	2 257	1 240	1 017
Asie-Pacifique (Corée du Sud)	S1 2014	4,7%	0,4%	45,2%	22	271	961	951	10
	S1 2013	3,5%	0,2%	43,1%	15	183	990	983	7
Amériques	S1 2014	8,4%	1,6%	40,1%	85	689	3 004	2 337	667
	S1 2013	7,8%	1,7%	40,5%	91	821	3 119	2 146	973
dont Argentine	S1 2014	14,4%	-	18,5%	12	56	286	227	59
	S1 2013	14,1%	-	24,4%	19	126	525	323	202
dont Brésil	S1 2014	7,0%	2,0%	48,1%	74	632	2 718	2 110	608
	S1 2013	6,0%	2,2%	48,3%	72	695	2 594	1 824	770
Euromed-Afrique ⁽²⁾	S1 2014	23,2%	0,2%	23,7%	23	151	385	323	62
	S1 2013	21,4%	0,2%	25,4%	27	165	377	286	91
Eurasie (Russie) ⁽²⁾⁽³⁾	S1 2014	7,8%	7,0%	28,3%	52	24	-	-	-
	S1 2013	7,8%	5,1%	23,1%	41	-	-	-	-
TOTAL⁽²⁾	S1 2014	9,8%	3,2%	33,4%	601	5 997	26 815	19 475	7 340
	S1 2013	9,0%	2,9%	33,4%	558	5 590	25 824	18 227	7 597

⁽¹⁾ Les données concernent les marchés voitures particulières (VP) et petits véhicules utilitaires (PVU).

⁽²⁾ Retraité de l'entrée de la Russie et de la Turquie dans le périmètre de consolidation au second semestre 2013 (avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013).

⁽³⁾ Consolidation par mise en équivalence de la société associée de financement des ventes à la Clientèle et aux Réseaux en Russie; encours non portés par RCI Banque.

COÛT DU RISQUE SUR ENCOURS PRODUCTIF MOYEN (hors risque pays)

- **Le coût du risque total** (hors risque pays) représente -0,46% de l'EPM.
- **Le coût du risque Clientèle** (hors risque pays) reste maîtrisé à -0,56% (en hausse de 7 points de base par rapport au premier semestre 2013). Son maintien en deçà du seuil structurel confirme la bonne politique d'acceptation menée par RCI Banque

ainsi que l'efficacité de la gestion du recouvrement.

- **Le coût du risque Réseaux** s'établit à -0,19% de l'EPM contre -0,05% à fin juin 2013, essentiellement suite à l'impact de la dégradation des indicateurs macro-économiques en Espagne et en Italie sur le provisionnement de l'activité Réseaux.

Coût du Risque sur Encours Productif Moyen					
Clientèle		Réseaux		TOTAL	
S1 2014	S1 2013	S1 2014	S1 2013	S1 2014	S1 2013
-0,56%	-0,49%	-0,19%	-0,05%	-0,46%	-0,37%



ÉLÉMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans un contexte économique toujours incertain, RCI Banque enregistre de bonnes performances financières avec un résultat avant impôts de 359 M€ et un ROE* de 17,3%.

Les résultats

Au premier semestre 2014, le produit net bancaire (PNB) augmente de 4,6% pour s'établir à 632 M€, soit 5,14% de l'EPM. Cette progression est due à la fois à l'augmentation des encours et à la contribution croissante des services.

Le coût du risque total (y compris risque pays) se maintient à un niveau inférieur au seuil structurel du groupe et représente -0,47% de l'EPM, contre -0,40% à fin juin 2013. Cette hausse modérée est notamment due à l'augmentation du provisionnement de l'activité Réseaux consécutive à la dégradation des macro-indicateurs en Espagne et Italie.

Les frais de fonctionnement représentent 1,58% de l'EPM contre 1,57% par rapport au premier semestre 2013. La bonne tenue du ratio témoigne de la capacité de RCI Banque à maîtriser ses frais tout en poursuivant le déploiement d'un plan stratégique ambitieux.

Le résultat avant impôts s'établit à 359 M€ à fin juin 2014, en repli de 5,7% par rapport à juin 2013, principalement sous l'effet de la dégradation continue des devises de la région Amériques au cours du second semestre 2013.

Le résultat net consolidé – part des actionnaires de la société mère – atteint 217 M€, en recul de 11,1% par rapport au premier semestre 2013.

Le bilan

Les bonnes performances commerciales ont permis la progression de l'encours net de financement à 26,8 Md€ contre 25,8 Md€ à fin juin 2013.

Parallèlement, l'EPM progresse également et s'établit à 24,8 Md€ contre 24,0 Md€ à fin juin 2013.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 2 947 M€ au 30 juin 2014 contre 2 704 M€ à fin juin 2013.

Les dépôts en provenance de la clientèle de particuliers en France, en Allemagne et en Autriche (livrets d'épargne et dépôts à terme) atteignent 5,1 Md€ à fin juin 2014 contre 2,6 Md€ à fin juin 2013.

La rentabilité

Le ROE* est en repli à 17,3% contre 20,0% à fin juin 2013, notamment sous l'effet de la hausse des fonds propres moyens consolidés au cours de la période.

La solvabilité

Le ratio de solvabilité *Core Tier One* calculé selon les normes Bâle III s'élève à 11,7% au 30 juin 2014, identique à celui calculé au 31 décembre 2013 selon les mêmes règles. Hors exigences au titre du niveau plancher, il est de 14,8%.

*ROE: Return On Equity (hors éléments non récurrents).



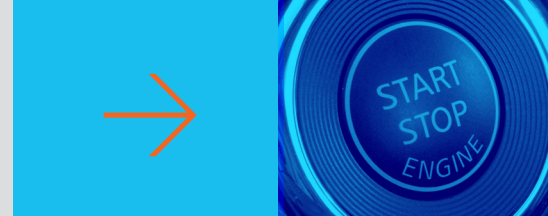
RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2014	06/2013	12/2013	12/2012
Produit net bancaire	632	604	1 221	1 238
Charges générales d'exploitation**	(211)	(187)	(382)	(383)
Coût du risque	(58)	(47)	(102)	(91)
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	(4)	11	7	9
Résultat consolidé avant impôts	359	381	744	773
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (part des actionnaires de la société mère)	217	244	469	490

**y compris les dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et les gains et pertes sur actifs immobilisés.

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2014	06/2013	12/2013	12/2012
Encours net total dont	26 815	25 824	25 894	25 736
• Crédit Clientèle	13 105	11 727	12 094	12 007
• Location financière	6 370	6 500	6 224	6 589
• Crédit Réseaux	7 340	7 597	7 576	7 140
Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions	219	180	195	124
Autres actifs	3 076	3 329	3 416	2 907
Fonds propres (y.c. résultat de l'exercice) dont	3 208	2 965	3 184	2 940
• Capitaux propres	2 947	2 704	2 923	2 681
• Dettes subordonnées	261	261	261	259
Emprunts obligataires	12 017	13 347	11 755	11 638
Titres de créances négociables (CD, CP, BT, BMTN)	877	1 282	802	2 994
Titrisations	3 311	3 310	3 605	3 902
Comptes d'épargne de la clientèle Livrets Ordinaires	4 001	2 310	3 549	893
Dépôts à terme de la clientèle	1 132	296	784	-
Dettes envers les établissements de crédit et autres dettes envers la clientèle (dont Schuldschein)	3 731	4 159	4 030	4 656
Autres passifs	1 833	1 664	1 796	1 744
TOTAL BILAN	30 110	29 333	29 505	28 767



POLITIQUE FINANCIÈRE



RCI Banque a réalisé sa première émission obligataire à 7 ans, lui permettant d'allonger la maturité de ses financements, et est revenue pour la première fois depuis la crise financière sur le marché des obligations à taux variable.

Le premier semestre 2014 a vu diverger les politiques monétaires des grandes banques centrales, reflétant la décorrélation des cycles économiques en zone Euro, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

La Réserve Fédérale américaine a réduit progressivement ses injections de liquidité et diminué chaque mois depuis février ses achats de titres de 10MdUSD, laissant le marché anticiper un arrêt de la politique d'assouplissement quantitatif au quatrième trimestre 2014.

À l'opposé, la BCE a annoncé début juin une série de mesures de politique monétaire destinées à soutenir la reprise européenne et à relancer l'inflation. Les taux directeurs ont été réduits à leur plus bas niveau historique, la fourchette basse se situant pour la première fois en territoire négatif. Afin d'accroître la liquidité du marché, la BCE a stoppé son programme de stérilisation (emprunt aux banques d'une contre-valeur correspondant au montant de dette d'état acheté par l'institut d'émission), et annoncé des injections de liquidité à long terme sous forme de TLTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*). Ces opérations à taux avantageux seront accordées pour 4 ans aux banques finançant l'économie.

Dans ce contexte, les *spreads* obligataires ont continué leur resserrement au cours du premier semestre. Les taux euros, impactés par les décisions de la BCE, ont également connu une détente, le taux de *swap* 3 ans ayant ainsi perdu près de 40 points de base au cours du semestre pour atteindre 0,38 %.

Le groupe confirme son excellent accès aux sources de financement. Ainsi, sur le marché obligataire, RCI Banque a allongé la maturité de sa dette en émettant pour la première fois à 7 ans. Cette opération d'un montant de 500M€ a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. RCI Banque a également bénéficié de la réouverture du marché des émissions à taux variable pour émettre son premier *benchmark* sous cette forme depuis la crise financière. La forte demande des investisseurs pour cet emprunt à 3 ans a permis de lever 600M€, une taille très significative pour ce format. Cette opération s'est réalisée dans d'excellentes conditions, le premier coupon s'établissant en dessous du seuil symbolique de 1%. Par ailleurs, après une émission réussie sur le marché GBP en 2013, le groupe a confirmé son accès à la liquidité dans cette devise en empruntant 250 millions de livres sterling à 5 ans.

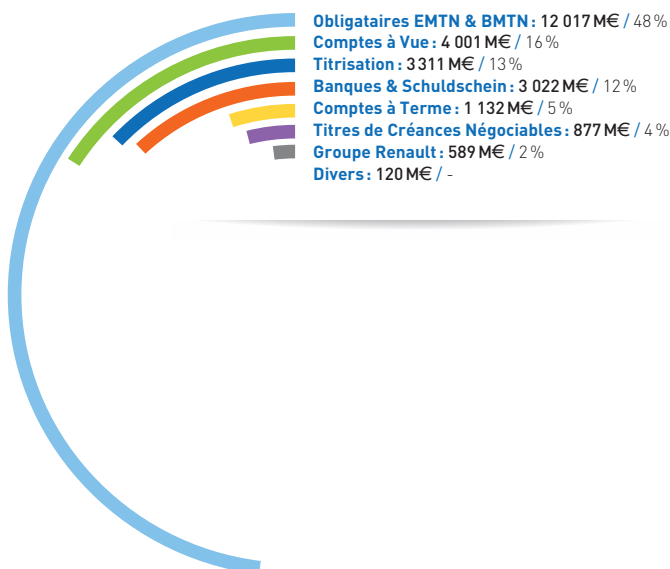
Hors d'Europe, la filiale marocaine a réalisé sa première émission au mois de février et a confirmé son accès aux financements de marché par une seconde émission au mois de juin. Les entités du groupe en Argentine, en Corée du Sud et au Brésil ont également emprunté sur leurs marchés obligataires domestiques.

Après avoir lancé en 2012 en France et en 2013 en Allemagne une offre de livrets d'épargne et de comptes à terme à destination du grand public, le groupe a poursuivi le développement de ses activités d'épargne en Autriche. À fin juin, l'encours total de dépôts de particuliers s'élevait à 5,1 Md€ (dont 4,0Md€ de dépôts à vue et 1,1 Md€ en dépôts à terme), en hausse de 18% au cours des six derniers mois.

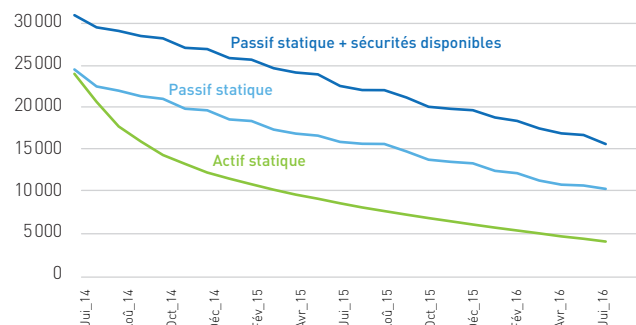
Répartition géographique des ressources nouvelles à 1 an et plus (hors dépôts) au 30/06/2014



Structure de l'endettement au 30/06/2014



Position de liquidité du groupe RCI Banque* (en millions d'euros)



*RCI Banque et filiales incluses au périmètre de refinancement centralisé : Europe de l'Ouest + Pologne + République tchèque + Roumanie + Slovaquie + pays nordiques + Corée du Sud.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent 4,1 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, ainsi que 2,2 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, permettent à RCI Banque d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant près de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Dans un environnement complexe et volatil, la politique prudente menée par le groupe depuis plusieurs années s'est montrée particulièrement justifiée. Elle a permis de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes les entités de financement du groupe.

La sensibilité du bilan se mesure également par des risques de marchés (taux, change, contrepartie) très faibles et quotidiennement contrôlés sur base consolidée :

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque au premier semestre 2014 s'est maintenue en dessous de la limite de 35M€ fixée par le groupe.

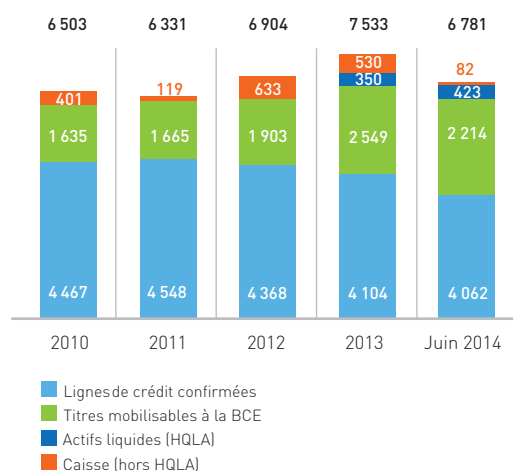
Au 30 juin 2014, une hausse des taux de 100 points de base aurait un impact de :

+ 3,8M€ en EUR,	+ 0,2M€ en KRW,
- 0,4M€ en CHF,	+ 0,6M€ en MAD,
+ 0,6M€ en GBP,	+ 0,1M€ en USD.

La somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 7,4M€.

La position de change consolidée du groupe RCI Banque atteint 16,1 M€ au 30 juin 2014.

Sécurités disponibles du groupe RCI Banque*
(en millions d'euros)



*RCI Banque et filiales incluses au périmètre de refinancement centralisé : Europe de l'Ouest + Pologne + République tchèque + Roumanie + Slovénie + pays nordiques + Corée du Sud.

ÉMISSIONS ET PROGRAMMES DU GROUPE RCI BANQUE

Les émissions du groupe sont réalisées par six émetteurs : RCI Banque, Diac, Rombo Compania Financiera (Argentine), RCI FS K (Corée du Sud), CFI (Brésil) et RCI Finance Maroc.

ÉMETTEUR	INSTRUMENT	MARCHÉ	MONTANT	S & P	MOODY'S	AUTRES
RCI Banque	Programme Euro CP	euro	2 000 M€	A-2 (perspective négative)	P3	R&I : a-2
RCI Banque	Programme Euro MTN	euro	12 000 M€	BBB (perspective négative)	Baa3	R&I : BBB+
RCI Banque	Programme CD	français	4 500 M€	A-2 (perspective négative)	P3	
RCI Banque	Programme BMTN	français	2 000 M€	BBB (perspective négative)	Baa3	
Diac	Programme CD	français	1 000 M€	A-2 (perspective négative)		
Diac	Programme BMTN	français	1 500 M€	BBB (perspective négative)	Baa3	
Rombo Compania Financiera S.A.	Programme obligataire*	argentin	1 000 MARS	raBB+ (perspective négative)		Fix Scr : AA (perspective négative)
RCI Financial Services Korea Co Ltd	Emissions obligataires*	sud coréen	865 MdKRW			KR, KIS, NICE : A+
CFI RCI Brasil	Emissions obligataires*	brésilien	2 907 MBRL		Aa1	
RCI Finance Maroc	BSF	marocain	1 000 MMAD			

*Notation locale.

Les comptes consolidés du groupe au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 juillet 2014.

Les Commissaires aux comptes du groupe ont effectué leurs diligences d'examen limité sur ces comptes et le rapport sur l'information financière semestrielle est en cours d'émission.

RCI Banque
groupe RENAULT

Pour trouver ce document et en savoir plus sur RCI Banque : www.rcibanque.com
Direction Financements & Trésorerie - 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-le-Grand CEDEX - FRANCE

Risques et incertitudes principales sur le 2nd semestre 2014

La BCE, dans le cadre de sa politique de relance de l'économie et de l'inflation en zone euro, a annoncé lors de sa réunion de juin une baisse des taux. La facilité de dépôts passe pour la première fois en territoire négatif. Il semble maintenant difficile que la banque centrale puisse envisager une nouvelle baisse, même en cas de chiffres de croissance peu convaincants. Par ailleurs, Mario Draghi, Président de la BCE, a annoncé de nouvelles mesures non conventionnelles qui entraîneront l'injection conséquente de liquidités dans le marché. Ces dispositions, positives à court terme pour l'économie, peuvent être source de bulles financières et d'instabilité à moyen terme.

Suite à ces annonces, RCI Banque devrait bénéficier dans la zone euro d'un environnement de taux bas et d'un accès à la liquidité dans des conditions restant attractives pour réaliser son programme d'emprunts au cours du second semestre.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

30 juin 2014

KPMG S.A.
Immeuble le Palatin
3, cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RCI Banque

Période du 1er janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Valéry Foussé

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2014

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT.....	18
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	21
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES.....	22
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	22
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	22
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	23
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	24
5. REFINANCEMENT.....	25
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES.....	25
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	26

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	06/2014	12/2013
Caisse, Banques centrales		125	524
Instruments dérivés	2	163	203
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers		525	134
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	729	1 160
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	27 266	26 328
Comptes de régularisation et actifs divers	6	907	831
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		61	15
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	219	195
Immobilisations corporelles et incorporelles		27	28
Ecarts d'acquisition		88	87
TOTAL ACTIF		30 110	29 505

PASSIF - en millions d'euros	Notes	06/2014	12/2013
Banques centrales		512	
Instruments dérivés	2	126	130
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	2 510	3 227
Dettes envers la clientèle	7.3	5 842	5 136
Dettes représentées par un titre	7.4	16 205	16 162
Comptes de régularisation et passifs divers	8	1 360	1 368
Provisions	9	144	115
Provisions techniques des contrats d'assurance	9	203	183
Dettes subordonnées	11	261	261
Capitaux propres		2 947	2 923
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		2 935	2 908
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		2 007	1 750
Gains ou pertes latents		(103)	(125)
Résultat de l'exercice		217	469
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		12	15
TOTAL PASSIF		30 110	29 505

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2014	06/2013	12/2013
Intérêts et produits assimilés	17	959	958	1 925
Intérêts et charges assimilés	18	(492)	(491)	(1 001)
Commissions (Produits)		12	11	24
Commissions (Charges)		(5)	(5)	(15)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(1)	(6)	
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres		2	13	16
Produits (charges) nets des autres activités	19	157	124	272
PRODUIT NET BANCAIRE		632	604	1 221
Charges générales d'exploitation	20	(209)	(185)	(376)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(7)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		420	416	838
Coût du risque	21	(58)	(47)	(102)
RESULTAT D'EXPLOITATION		362	369	736
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		(4)	11	7
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		1	1	1
RESULTAT AVANT IMPOTS		359	381	744
Impôts sur les bénéfices	22	(127)	(119)	(238)
RESULTAT NET		232	262	506
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		15	18	37
Dont part des actionnaires de la société mère		217	244	469
Résultat net par action (*) et en euros		216,53	243,85	468,90
Résultat net dilué par action et en euros		216,53	243,85	468,90

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
RESULTAT NET	232	262	506
Autres éléments du résultat global	18	(42)	(59)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies		(1)	2
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		(1)	2
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(12)	12	21
Variation de JV des actifs disponibles à la vente			
Autres gains et pertes latents			
Différences de conversion	30	(53)	(82)
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	18	(41)	(61)
RESULTAT GLOBAL	250	220	447
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	11	21	41
Dont part des actionnaires de la société mère	239	199	406

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées	Ecart de conversion (3)	Gains / pertes latents ou différés (4)	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part de s actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle) 0	Total capitaux propres consol. consol.
Capitaux propres au 31 décembre 2012	100	714	1 438	(46)	(16)	490	2 680	1	2 681
Affectation du résultat de l'exercice précédent			490			(490)			
Capitaux propres au 1 janvier 2013	100	714	1 928	(46)	(16)		2 680	1	2 681
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					9		9	3	12
Écart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(53)			(53)		(53)
Résultat de la période avant affectation						244	244	18	262
Résultat global de la période				(53)	8	244	199	21	220
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période			(175)				(175)	(13)	(188)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			1				1	(9)	(8)
Capitaux propres au 30 juin 2013	100	714	1 753	(99)	(8)	244	2 704		2 704
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					8		8	1	9
Écart actuariel régimes de retraite à prestations définies					3		3		3
Différences de conversion				(29)			(29)		(29)
Résultat de la période avant affectation						225	225	19	244
Résultat global de la période				(29)	11	225	207	20	227
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			2				2	13	15
Distribution de la période								1	1
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(5)				(5)	(19)	(24)
Capitaux propres au 31 décembre 2013	100	714	1 750	(128)	3	469	2 908	15	2 923
Affectation du résultat de l'exercice précédent			469			(469)			
Capitaux propres au 1 janvier 2014	100	714	2 219	(128)	3		2 908	15	2 923
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(8)		(8)	(4)	(12)
Différences de conversion				30			30		30
Résultat de la période avant affectation						217	217	15	232
Résultat global de la période				30	(8)	217	239	11	250
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(2)				(2)		(2)
Distribution de la période			(210)				(210)	(17)	(227)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								3	3
Capitaux propres au 30 juin 2014	100	714	2 007	(98)	(5)	217	2 935	12	2 947

1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions de 100 euros entièrement libérées – 999 992 actions étant détenues par Renault s.a.s.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2014 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, le Royaume-Uni et la Suisse. Au 31 décembre 2013, il concernait principalement l'Argentine, le Brésil, le Royaume-Uni, la Corée du Sud.

(4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des titres disponibles à la vente pour – 2.8 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -2.4 M€ à fin juin 2014

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	217	244	469
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	6
Dotations nettes aux provisions	12	(18)	(25)
Dividendes reçus et part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	4	(11)	(7)
Produits et charges d'impôts différés	(8)		19
Pertes et gains nets des activités d'investissement	(1)	(1)	(14)
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	15	18	37
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(1)	(21)	(19)
Capacité d'autofinancement	240	214	465
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	5	3	3
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	28	(27)	(1)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(415)	(596)	(657)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	369	(246)	(381)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(784)	(350)	(276)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	42	816	2 346
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(664)	(935)	(1 219)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	706	1 751	3 565
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(577)	(647)	(2 075)
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(441)	(4)	3
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(79)	(335)	(1 937)
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(57)	(308)	(141)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(62)	89	48
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(1 012)	(338)	(337)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(767)	(121)	131
Flux liés aux actifs financiers et aux participations		(50)	(17)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1)	(5)	(6)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(1)	(55)	(23)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(227)	(188)	(187)
- Dividendes versés	(227)	(188)	(187)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(227)	(188)	(187)
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	4	4	(30)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(991)	(360)	(110)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	972	1 082	1 082
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	524	616	616
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	448	466	466
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(19)	722	972
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	(387)	169	524
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	612	865	677
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(244)	(312)	(229)
Variation de la trésorerie nette	(991)	(360)	(110)

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe RCI Banque S.A au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe RCI Banque au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2014 qui a autorisé leur publication.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2013, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 février 2014 et approuvés à l'Assemblée Générale du 22 mai 2014. Cette dernière a voté la distribution de dividendes de 210 euros par action, soit un total de 210 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2013 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2013 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2014 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2013. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2013.

Les normes et amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels sont appliqués pour la première fois au 30 juin 2014 :

Norme		Date d'application obligatoire
Amendement d'IAS 32	Compensation des actifs financiers et des passifs financiers	1er janvier 2014
Amendement d'IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27	Entités d'investissement	1er janvier 2014
Amendement d'IAS 36	Informations à fournir sur les montants recouvrables des actifs non financiers	1er janvier 2014
Amendement d'IAS 39	Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	1er janvier 2014

L'application de ces nouveaux textes n'a pas d'impact significatif sur les comptes au 30 juin 2014.

Le groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation l'interprétation IFRIC 21 « Taxes » et n'anticipe pas d'impact significatif sur la comptabilisation des droits ou taxes.

Le groupe avait choisi d'appliquer par anticipation dans les comptes clos au 31 décembre 2013 les nouveaux textes, dits « Package Consolidation » parus au Journal Officiel de l'Union européenne (nouvelles normes et amendements IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 ainsi que l'amendement à IAS 28) et dont la date d'application obligatoire était fixée au 1er janvier 2014.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 2-C de l'annexe aux comptes annuels.

Les comptes consolidés de RCI Banque sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux du Groupe Renault.

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2014

La société associée de financement des ventes à la clientèle et au réseau en Russie, RN Bank, créée par l'Alliance et un partenaire extérieur (Unicredit) est consolidée par mise en équivalence en 2014. RN Bank est détenue au travers d'une société associée RN SF BV, holding commune RCI Banque et Nissan, qui détient avec le partenaire extérieur la société associée BARN BV, actionnaire de RN Bank. Ces deux holdings sont également consolidées par mise en équivalence en 2014. Le pourcentage d'intérêt de RCI Banque dans RN Bank et BARN BV s'établit à 30% et celui dans RN SF BV à 50%. L'écart de première consolidation de cette entité est non significatif.

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95%. L'activité de cette dernière consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 30 juin 2014, son résultat avant impôts s'élève à 1,25 M€

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne en 2013 et d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes :

La liquidité statique : RCI Banque a pour objectif d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé sont financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de *stress test* maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- le nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- les sécurités disponibles (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité intrinsèque : correspond à la réserve de liquidité de RCI Banque sans les accords de crédit confirmés. Elle recouvre le cash disponible, les actifs hautement liquides sur le marché et les actifs éligibles et disponibles à la BCE après décote. L'indicateur du nombre de jours de liquidité intrinsèque mesure le nombre de jours pendant lesquels RCI Banque peut exercer son activité sans utilisation des accords de crédits confirmés.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mis en œuvre entre fin 2008 et début 2009, les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de profitabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit bancaire résulte principalement du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

Afin de se préparer à la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « LCR », une partie de la trésorerie excédentaire du groupe est désormais investie en actifs liquides tels que définis par le comité de Bâle.

Au cours du premier semestre, les actifs liquides détenus par RCI Banque étaient principalement constitués de dépôts à la Banque Centrale. Depuis l'arrêt de la politique de reprise de liquidités par l'institut d'émission, ces actifs liquides sont principalement constitués de Bons du Trésor Français à moins d'un an.

5. Refinancement

Après avoir lancé en 2012 en France et en 2013 en Allemagne une offre de livrets d'épargne et de comptes à terme à destination du grand public, le groupe a poursuivi le développement de ses activités d'épargne en Autriche. À fin juin, l'encours total de dépôts de particuliers s'élevait à 5,1 Md€ (dont 4,0 Md€ de dépôts à vue et 1,1 Md€ en dépôts à terme), en hausse de 18 % au cours des six derniers mois.

Sur le marché obligataire, RCI Banque a allongé la maturité de sa dette en émettant pour la première fois à 7 ans. Cette opération d'un montant de 500 M€ a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de duration. RCI Banque a également bénéficié de la réouverture du marché des émissions à taux variable pour émettre son premier *benchmark* sous cette forme depuis la crise financière. La forte demande des investisseurs pour cet emprunt à 3 ans a permis de lever 600 M€, une taille très significative pour ce format. Cette opération s'est réalisée dans d'excellentes conditions, le premier coupon s'établissant en dessous du seuil symbolique de 1 %. Par ailleurs, après une émission réussie sur le marché GBP en 2013, le groupe a confirmé son accès à la liquidité dans cette devise en empruntant 250 millions de livres sterling à 5 ans.

Hors d'Europe, la filiale marocaine a réalisé sa première émission au mois de février et a confirmé son accès aux financements de marché par une seconde émission au mois de juin. Les entités du groupe en Argentine, en Corée du Sud et au Brésil ont également emprunté sur leurs marchés obligataires domestiques.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

En 2014, le groupe RCI Banque a répondu aux exigences réglementaires.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2014
Encours productif moyen	18 143	6 666		24 809
Produit net bancaire	499	98	35	632
Résultat brut d'exploitation	335	79	6	420
Résultat d'exploitation	283	73	6	362
Résultat avant impôts	284	72	3	359

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2013
Encours productif moyen	17 626	6 392		24 018
Produit net bancaire	460	126	18	604
Résultat brut d'exploitation	308	113	(5)	416
Résultat d'exploitation	263	111	(5)	369
Résultat avant impôts	274	112	(5)	381

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Encours productif moyen	17 721	6 498		24 219
Produit net bancaire	974	192	55	1 221
Résultat brut d'exploitation	674	156	8	838
Résultat d'exploitation	589	139	8	736
Résultat avant impôts	595	138	11	744

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2014		12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	3	38	3	38
Instruments dérivés de taux				22
Instruments dérivés de change	3	37	3	15
Autres instruments dérivés		1		1
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	160	88	200	92
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	152	65	187	85
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	8	23	13	7
Total des instruments dérivés	163	126	203	130

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2014
Couverture du risque de change				
<u>Opérations en devise</u>				
Devises prêtées non encore livrées				
Devises empruntées non encore reçues	1			1
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 478			1 478
Achats	1 457			1 457
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	75			75
Emprunts	75			75
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts		1 117		1 117
Emprunts		1 169		1 169
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	3 384	6 827	350	10 561
Emprunteurs	3 384	6 827	350	10 561

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2013
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 465			1 465
Achats	1 453			1 453
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	53			53
Emprunts	53			53
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	332	1 060		1 392
Emprunts	335	1 124		1 459
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	2 941	6 356		9 297
Emprunteurs	2 941	6 356		9 297

Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Créances à vue sur les établissements de crédit	611	677
Comptes ordinaires débiteurs	597	659
Prêts au jour le jour	13	17
Créances rattachées	1	1
Créances à terme sur les établissements de crédit	118	483
Comptes et prêts à terme	108	473
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	6	8
Créances douteuses	1	1
Créances rattachées	3	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	729	1 160

(*) Dont entreprises liées

67

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Prêts et créances sur la clientèle	27 266	26 328
Opérations avec la clientèle	20 896	20 104
Opérations de location financière	6 370	6 224
Opérations de location opérationnelle	219	195
Total opérations avec la clientèle et assimilées	27 485	26 523

Au 30 juin 2014, 622 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 473 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Au 30 juin 2014, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 186 millions d'euros contre 162 millions au 30 juin 2013.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2014, cette participation s'élève à 203 millions d'euros contre 177 millions d'euros au 30 juin 2013.

4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Créances sur la clientèle	21 576	20 802
Affacturage	513	487
Autres créances commerciales	90	87
Autres crédits à la clientèle	19 940	19 132
Comptes ordinaires débiteurs	305	302
Créances douteuses et compromises	728	794
Créances rattachées sur clientèle	50	57
Autres crédits à la clientèle	33	40
Créances douteuses et compromises	17	17
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	(133)	(136)
Etalement des frais de dossiers et divers	(89)	(96)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(408)	(372)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	364	332
Dépréciation des créances sur la clientèle	(597)	(619)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(172)	(165)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(403)	(432)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(22)	(22)
Total net des créances sur la clientèle	20 896	20 104

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales de l'alliance Renault/Nissan.

4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Créances sur opérations de location financière	6 517	6 378
Crédit-bail et location longue durée	6 390	6 244
Créances douteuses et compromises	127	134
Créances rattachées sur opérations de location financière	8	8
Crédit-bail et location longue durée	5	5
Créances douteuses et compromises	3	3
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(47)	(49)
Etalement des frais de dossiers et divers	(17)	(18)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(115)	(117)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	85	86
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(108)	(113)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(13)	(10)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(91)	(98)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(4)	(5)
Total net des créances sur opérations de location financière	6 370	6 224

4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Immobilisations données en location	216	195
Valeur brute des immobilisations données en location	246	220
Amortissements sur immobilisations données en location	(30)	(25)
Créances sur opérations de location opérationnelle	5	3
Créances rattachées	1	1
Créances saines	3	1
Créances douteuses et compromises		1
Produits et charges restant à étaler	1	
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(2)	(3)
Dépréciation des contrats douteux et compromis		(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(2)	(2)
Total net des opérations de location opérationnelle	219	195

Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2014
Valeur brute	20 184	7 556	452	28 192
Créances saines	19 680	7 187	450	27 317
Créances douteuses	163	326	1	490
Créances compromises	341	43	1	385
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,50%</i>	<i>4,88%</i>	<i>0,44%</i>	<i>3,10%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(452)	(160)	(1)	(613)
Dépréciation créances saines	(61)	(58)		(119)
Dépréciation créances douteuses	(99)	(59)		(158)
Dépréciation créances compromises	(292)	(43)	(1)	(336)
Dépréciation collective sectorielle	(38)	(56)		(94)
Dépréciation des créances	(6)	(56)		(62)
Risque pays	(32)			(32)
Total des valeurs nettes (*)	19 694	7 340	451	27 485

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

192 622 258 1 072

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2013
Valeur brute	19 036	7 787	435	27 258
Créances saines	18 496	7 379	434	26 309
Créances douteuses	155	368		523
Créances compromises	385	40	1	426
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,84%</i>	<i>5,24%</i>	<i>0,23%</i>	<i>3,48%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(484)	(157)	(1)	(642)
Dépréciation créances saines	(58)	(53)		(111)
Dépréciation créances douteuses	(95)	(64)		(159)
Dépréciation créances compromises	(331)	(40)	(1)	(372)
Dépréciation collective sectorielle	(39)	(54)		(93)
Dépréciation des créances	(8)	(54)		(62)
Risque pays	(31)			(31)
Total des valeurs nettes (*)	18 513	7 576	434	26 523

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)

163 473 249 885

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

La provision pour risque pays concerne essentiellement l'Argentine et le Brésil, et dans une moindre mesure la Roumanie, le Maroc et la Hongrie.

Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Créances d'impôts et taxes fiscales	250	214
Créances d'impôts courants	28	46
Créances d'impôts différés	98	86
Créances fiscales hors impôts courants	124	82
Comptes de régularisation et actifs divers	657	618
Autres débiteurs divers	228	231
Comptes de régularisation actif	36	33
Valeurs reçues à l'encaissement	293	261
Part des réassureurs dans les provisions techniques	100	93
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	907	832
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>118</i>	<i>174</i>

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	18 757	18 597
Dettes envers les établissements de crédit	2 500	3 062
Dettes envers la clientèle	5 842	5 136
Dettes représentées par un titre	10 415	10 399
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	5 800	5 928
Dettes envers les établissements de crédit	10	165
Dettes représentées par un titre	5 790	5 763
Total des dettes financières	24 557	24 525

7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Dettes à vue envers les établissements de crédit	244	229
Comptes ordinaires créditeurs	121	130
Autres sommes dues	123	99
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 266	2 998
Comptes et emprunts à terme	2 108	2 847
Dettes rattachées	158	151
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 510	3 227

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

La valeur comptable des créances apportées en garantie à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) par RCI Banque est nulle au 30 juin 2014, suite à la main levée de ces créances. Il n'y a plus de refinancement SFEF (celui-ci s'élevait à 210 M€ au 31 décembre 2013).

Le solde du financement accordé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en contrepartie des créances mobilisées est de 512 M€ à fin juin 2014, alors qu'il était nul à fin décembre 2013, et est présenté dans le poste « Banques Centrales » au passif.

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2014 à 3 632 M€, soit 350 M€ en créances privées, 420 M€ en Bons du trésor et 2 862 M€ en titres des véhicules de titrisations.

7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Comptes créditeurs de la clientèle	5 794	5 114
Comptes ordinaires créditeurs	89	58
Comptes créditeurs à terme	598	723
Comptes d'épargne - Livret Ordinaire	3 985	3 549
Dépôts à terme de la clientèle	1 122	784
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	48	22
Autres sommes dues à la clientèle	21	20
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	1	
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme		2
Dettes rattachées sur compte d'épargne	16	
Dettes rattachées sur comptes à terme de la clientèle	10	
Total des dettes envers la clientèle (*)	5 842	5 136

(*) Dont entreprises liées (1)

606

717

(1) Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 550 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne et en mai 2014 en Autriche, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Titres de créances négociables (1)	877	802
Certificats de dépôt	707	589
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	135	184
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	35	29
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 311	3 605
Autres dettes représentées par un titre	3 302	3 602
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	9	3
Emprunts obligataires et assimilés	12 017	11 755
Emprunts obligataires	11 799	11 490
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	218	265
Total des dettes représentées par un titre (*)	16 205	16 162
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	222	203

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., CFI RCI Brasil S.A. et Diac S.A..
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (Diac S.A.), italienne (RCI Banque Succursale Italiana), allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) et anglaise (RCI Financial Services Ltd).

Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Dettes d'impôts et taxes fiscales	428	451
Dettes d'impôts courants	74	76
Dettes d'impôts différés	328	329
Dettes fiscales hors impôts courants	26	46
Comptes de régularisation et passifs divers	932	917
Dettes sociales	44	58
Autres créiteurs divers	675	676
Comptes de régularisation passif	206	176
Comptes d'encaissement	7	7
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 360	1 368
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	66	64

Note 9 : Provisions

En millions d'euros	12/2013	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2014
			Utilis é es	No n Utilis é es		
Provisions sur opérations bancaires	214	79	(11)	(45)	(2)	235
Provisions pour risques de litiges	4	1			2	6
Autres provisions	210	78	(11)	(45)	(3)	229
Provisions sur opérations non bancaires	84	33	(6)	(6)	7	112
Provisions pour engagements de retraite et ass.	34	2	(2)			34
Provisions pour restructurations	5		(1)			4
Provisions pour risques fiscaux et litiges	41	30	(3)	(3)	6	71
Autres provisions	4	1		(3)	1	3
Total des provisions	298	112	(17)	(51)	6	347

(*) *Autres variations* = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructurations à fin juin 2014 concernent principalement l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Les autres provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 203 M€ à fin juin 2014.

Une provision pour litige a été comptabilisée chez la succursale allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) pour 17 M€ à fin juin 2014.

Note 10 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2013	Dotations	Reprises		Autres variations (*)	06/2014
			Utilis ées	No n utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	735	163	(125)	(69)	2	706
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	642	153	(122)	(65)	4	612
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	93	10	(3)	(4)	(2)	94
Provisions sur opérations non bancaires	8	1			3	11
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	8	1			3	11
Total couverture des risques de contreparties	743	164	(125)	(69)	5	717

(*)Autres variations =Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périm ètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

Note 11 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Dettes évaluées au coût amorti	251	251
Emprunts subordonnés	250	250
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	1	1
Dettes évaluées à la juste valeur	10	10
Titres participatifs	10	10
Total des dettes subordonnées	261	261

L'émission publique de dettes subordonnées de 250 millions d'euros mise en place en 2005 a les caractéristiques suivantes :

- d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015),
- en devise Euro,
- au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,90.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par DIAC S.A. comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2014
Actifs financiers	7 564	9 804	11 168	147	28 683
Instruments dérivés	3	18	133	9	163
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	12	445	48	20	525
Prêts et créances sur les établissements de crédit	645	83	1		729
Prêts et créances sur la clientèle	6 904	9 258	10 986	118	27 266
Passifs financiers	6 761	5 051	12 063	1 069	24 944
Instruments dérivés	13	13	100		126
Dettes envers les établissements de crédit	994	702	814		2 510
Dettes envers la clientèle	4 173	271	847	551	5 842
Dettes représentées par un titre	1 580	3 815	10 302	508	16 205
Dettes subordonnées	1	250		10	261

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2013
Actifs financiers	8 205	8 823	10 637	160	27 825
Instruments dérivés	8	19	176		203
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	12	15	49	58	134
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 152	7	1		1 160
Prêts et créances sur la clientèle	7 033	8 782	10 411	102	26 328
Passifs financiers	6 561	4 811	12 984	560	24 916
Instruments dérivés	21	10	99		130
Dettes envers les établissements de crédit	1 132	1 131	964		3 227
Dettes envers la clientèle	3 777	165	644	550	5 136
Dettes représentées par un titre	1 630	3 505	11 027		16 162
Dettes subordonnées	1		250	10	261

Note 13 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros 06/2014	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	28 683	519	892	27 344	28 755	72
Instruments dérivés	163		163		163	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	525	519		6	525	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	729		729		729	
Prêts et créances sur la clientèle	27 266			27 338	27 338	72
Passifs financiers	24 944	10	25 263		25 273	(329)
Instruments dérivés	126		126		126	
Dettes envers les établissements de crédit	2 510		2 551		2 551	(41)
Dettes envers la clientèle	5 842		5 842		5 842	
Dettes représentées par un titre	16 205		16 492		16 492	(287)
Dettes subordonnées	261	10	252		262	(1)

(*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers disponibles à la vente classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

La baisse de – 51 M€ par rapport à décembre 2013 s'explique par la consolidation de RN SF BV en mai 2014, ce qui justifie l'essentiel de la variation du poste : « Participations dans les entreprises associées et coentreprises ».

En millions d'euros 12/2013	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	27 825	77	1 363	26 481	27 921	96
Instruments dérivés	203		203		203	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	134	77		57	134	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 160		1 160		1 160	
Prêts et créances sur la clientèle	26 328			26 424	26 424	96
Passifs financiers	24 916	10	25 269		25 279	(363)
Instruments dérivés	130		130		130	
Dettes envers les établissements de crédit	3 227		3 268		3 268	(41)
Dettes envers la clientèle	5 136		5 136		5 136	
Dettes représentées par un titre	16 162		16 484		16 484	(322)
Dettes subordonnées	261	10	251		261	

(*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2014 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2014.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2013 et au 30 juin 2014 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 14 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'évènement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2014

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	163		163	87			76
Créances de financements RRG (1)	557		557		557		
Total	720		720	87	557		76

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	126		126	87			39
Autres contrats							
Total	126		126	87			39

(1) Les expositions du groupe Renault Retail Groupe sont couvertes à hauteur de 550 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 11.3)

En millions d'euros - 31/12/2013

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	203		203	81			122
Créances de financements RRG (1)	423		423		423		
Total	626		626	81	423		122

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	130		130	81			49
Autres contrats							
Total	130		130	81			49

Note 15 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Engagements de financement	1 847	1 486
Engagements en faveur de la clientèle	1 847	1 486
Engagements de garantie	70	157
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	59	67
Engagements d'ordre de la clientèle	11	90
Total des engagements donnés (*)	1 917	1 643

(*) Dont entreprises liées

11

12

Note 16 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2014	12/2013
Engagements de financement	4 810	4 669
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 809	4 668
Engagements reçus de la clientèle	1	1
Engagements de garantie	8 184	8 192
Engagements reçus d'établissements de crédit	165	212
Engagements reçus de la clientèle	4 746	4 788
Engagements de reprise reçus	3 273	3 192
Total des engagements reçus (*)	12 994	12 861
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 147</i>	<i>2 103</i>

RCI Banque dispose au 30 juin 2014 de 4 795 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 2 634 M€ de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décôtes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 17 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Intérêts et produits assimilés	1 121	1 106	2 228
Opérations avec les établissements de crédit	16	9	20
Opérations avec la clientèle	801	768	1 563
Opérations de location financière	250	273	535
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	53	56	109
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente	1		1
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(162)	(148)	(303)
Opérations avec la clientèle	(128)	(113)	(231)
Opérations de location financière	(34)	(35)	(72)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	959	958	1 925
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>282</i>	<i>266</i>	<i>538</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 18 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Opérations avec les établissements de crédit	(134)	(136)	(281)
Opérations avec la clientèle	(50)	(26)	(70)
Opérations de location financière			(1)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(11)	(27)	(37)
Charges sur dettes représentées par un titre	(286)	(289)	(587)
Autres intérêts et charges assimilés	(11)	(13)	(25)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(492)	(491)	(1 001)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(18)</i>	<i>(14)</i>	<i>(35)</i>

Note 19 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Autres produits d'exploitation bancaire	392	347	700
Prestations accessoires aux contrats de financement	157	150	296
Produits des activités de services	164	140	288
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	34	31	54
<i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	<i>4</i>	<i>2</i>	<i>5</i>
Opérations de location opérationnelle	20	15	33
Autres produits d'exploitation bancaire	17	11	29
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>4</i>
Autres charges d'exploitation bancaire	(247)	(225)	(450)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(70)	(72)	(141)
Coûts des activités de services	(81)	(74)	(144)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(26)	(25)	(46)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	<i>(2)</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(38)	(35)	(74)
Opérations de location opérationnelle	(12)	(10)	(21)
Autres charges d'exploitation bancaire	(20)	(9)	(24)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>	<i>(8)</i>		<i>(3)</i>
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	12	2	22
Autres produits d'exploitation non bancaire	18	5	34
Autres charges d'exploitation non bancaire	(6)	(3)	(12)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	157	124	272
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(3)</i>	<i>5</i>	<i>(8)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Note 20 : Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Frais de personnel	(108)	(109)	(218)
Rémunération du personnel	(73)	(74)	(145)
Charges de retraites et assimilées	(7)	(7)	(15)
Autres charges sociales	(24)	(24)	(48)
Autres charges de personnel	(4)	(4)	(10)
Autres frais administratifs	(101)	(76)	(158)
Impôts et taxes hors IS	(10)	(15)	(26)
Loyers	(5)	(7)	(14)
Autres frais administratifs	(86)	(54)	(118)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(209)	(185)	(376)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(4)</i>	<i>(4)</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en « Impôts et taxes hors IS ».

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Coût du risque sur financement clientèle	(50)	(43)	(81)
Dotations pour dépréciation	(115)	(100)	(193)
Reprises de dépréciation	146	135	245
Pertes sur créances irrécouvrables	(97)	(88)	(150)
Récupérations sur créances amorties	16	10	17
Coût du risque sur financement des Réseaux	(6)	(1)	(17)
Dotations pour dépréciation	(41)	(45)	(118)
Reprises de dépréciation	37	48	119
Pertes sur créances irrécouvrables	(2)	(5)	(20)
Récupérations sur créances amorties		1	2
Coût du risque sur autres activités	(2)	(3)	(4)
Variation de la provision pour risques pays	(1)	(3)	(3)
Variation des dépréciations des autres créances	(1)		(1)
Total du coût du risque	(58)	(47)	(102)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2014	06/2013	12/2013
Impôts exigibles	(135)	(119)	(218)
Impôts courants sur les bénéfices	(135)	(119)	(218)
Impôts différés	8		(20)
Impôts différés	8		(20)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(127)	(119)	(238)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 35,36% au 30 juin 2014 contre 31,22% au 30 juin 2013 et 32,04% au 31 décembre 2013.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de la période, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Note 23 : Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2014 n'est intervenu entre la date de clôture et le 23 juillet 2014, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.